

Nos banques : à l'abri d'une autre crise?

Gilles L. Bourque et Louis Gaudreau

Numéro 761, décembre 2012

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/68022ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Bourque, G. L. & Gaudreau, L. (2012). Nos banques : à l'abri d'une autre crise? *Relations*, (761), 36–37.



Nos banques : à l'abri d'une autre crise?

Les banques canadiennes sont solides...
mais elles affaiblissent la société.

L'auteur est coordonnateur des Éditions Vie Économique et chercheur à l'Institut de recherche en économie contemporaine (IREC)

GILLES L. BOURQUE

Je le répète souvent, et je le ferai tant que la chose ne sera devenue une évidence pour tous: les banques canadiennes sont solides parce qu'elles profitent d'un marché oligopolistique qui fait en sorte que, quoi qu'il arrive, elles ont la capacité d'imposer les tarifs qu'elles veulent à leurs clientèles. Toutes protégées qu'elles sont par un protectionnisme politique – qu'elles jugent par ailleurs déplacé pour les autres secteurs d'activité économique –, les banques canadiennes se sont effectivement bien sorties de la conjoncture des dernières années, malgré les soubresauts de l'économie mondiale. On le comprend aisément, leur pouvoir politique est tel qu'elles ont même pu réclamer de l'aide publique lorsque la crise s'est aggravée (totalisant 114 milliards de dollars entre octobre 2008 et juillet 2010). Ceci étant dit, je ne suis pas du tout en faveur d'un système de laisser-faire ou de concurrence effrénée dans le secteur bancaire, comme ce qu'on observe par exemple aux États-Unis. Bien au contraire: l'État devrait pouvoir profiter de ce modèle oligopolistique pour prendre une place majeure dans l'industrie – en créant une banque publique – et imposer davantage le surprofit des banques!

DES PROFITS BÉTON

Comme l'affirme un rapport de PricewaterhouseCoopers dévoilé en début d'année, les banques canadiennes ont le beau jeu, malgré quelques contra-

riétés. La CIBC, la Banque Scotia et la BMO ont connu des profits nets à la hausse de 9 %, 15 % et 34 % respectivement, au cours du premier trimestre de 2012. La baisse d'impôt des entreprises décrétée depuis le début des années 2000 n'est pas étrangère à la hausse phénoménale de ces profits. Selon l'Association des banquiers canadiens, le fardeau fiscal (fédéral et provincial) des six grandes banques serait passé de 41,9 % en 2000 à 30,4 % en 2010. Dans les faits, les taux d'imposition réels payés seraient plutôt de l'ordre de 31 % et 26 %, selon les estimations du Centre canadien de politiques alternatives. Seulement au niveau fédéral, les dernières baisses faites par les conservateurs pour les entreprises – de 18 % à 15 % – vont permettre aux institutions financières de diminuer leurs impôts d'un montant supplémentaire de 1,5 milliard de dollars par année. Pour les neuf premiers mois de 2012, le bénéfice net cumulé des six grandes banques canadiennes approche ainsi les 22 milliards de dollars.

Or, dans quel contexte cette situation d'embellie et de «solidité» de nos banques se produit-elle? Malgré des avertissements du ministre des Finances Jim Flaherty et du gouverneur de la Banque du Canada, Mark Carney, les Canadiens s'endettent à un niveau record, comparable à celui qui prévalait aux États-Unis avant l'éclatement de la crise financière. Par ailleurs, la profitabilité des entreprises en général ne suit pas la même évolution que celle des banques. D'une année à l'autre, les bénéficiaires ont diminué de 0,9 % dans les secteurs non financiers,

alors que dans le secteur financier, ils ont progressé de 8,6 %.

UN POUVOIR DE NUISANCE

J'estime que cette profitabilité des banques se traduit par un affaiblissement de la société. Par exemple, les chiffres les plus récents de Statistique Canada montrent qu'une part croissante des investissements à l'étranger des banques canadiennes va dans des pays reconnus comme étant des paradis fiscaux (à travers une centaine de filiales). En 2011, 24 % des investissements allaient dans les 12 plus importants paradis fiscaux, contre 10 % en 1987. En fait, des huit pays qui reçoivent le plus important volume d'investissements faits par les banques canadiennes, cinq (la Barbade, les îles Caïmans, l'Irlande, le Luxembourg et les Bermudes) sont des paradis fiscaux reconnus.

Selon une estimation récente des Canadiens pour une fiscalité équitable, un nouvel organisme, les gouvernements fédéral et provinciaux du Canada perdent jusqu'à 80 milliards de dollars par an en raison de l'évitement, de l'évasion et de la fraude fiscales. Donc, si le gouvernement canadien mettait un frein à ce pouvoir de nuisance des banques, il freinerait de façon significative l'évasion fiscale et améliorerait par le fait même les finances publiques sans avoir à procéder à des coupes dans les dépenses publiques. Or, ce sont justement ces coupes, ainsi que les baisses d'impôt accordées aux entreprises et aux classes les plus favorisées, qui font en sorte que les écarts d'inégalité se creusent au Canada. Au cours des 20 dernières années, ces écarts se sont creusés de près de 10 %. ●



Alors que les banques ont causé l'une des plus graves crises financières de notre époque, il est généralement admis que le système bancaire canadien est dans une

catégorie à part. Sur quoi s'appuie sa réputation de solidité et est-il vraiment à l'abri d'une nouvelle crise? Nos auteurs invités en débattent.

Gardé quasi secret, le soutien public accordé à nos banques pendant la crise est source d'instabilité.

LOUIS GAUDREAU

On entend généralement dire que les banques canadiennes seraient plus solides qu'ailleurs en raison de la réglementation plus stricte qu'on leur impose. Cette réglementation fait d'ailleurs la grande fierté du premier ministre Stephen Harper, qui a pourtant cherché à l'empêcher pendant des années et qui se plaît aujourd'hui à répéter que, grâce à elle, notre système bancaire n'a pas eu à puiser dans les coffres de l'État pour traverser la récente crise financière.

Même s'il est vrai que le gouvernement canadien n'a pas eu à prendre part directement au capital des banques (il était cependant prêt à le faire), il serait faux de prétendre que les rendements et la solidité de ces dernières sont uniquement attribuables aux balises réglementaires auxquelles elles sont soumises. Le fait est que le gouvernement fédéral a lui aussi volé au secours de son système bancaire, bien qu'il se soit fait très discret sur la question.

SANS AIDE PUBLIQUE, VRAIMENT?

Dans un rapport publié en avril 2012, intitulé *The Big Banks' Big Secret*, le Centre canadien de politiques alternatives a dévoilé les détails du soutien dont ont bénéficié les six grandes banques du pays entre 2008 et 2010. Cette aide, qui s'élèverait à 114 milliards de dollars, avait pour objectif principal d'alimenter les institutions financières en nouvelles liquidités dans l'espoir qu'elles les investissent

dans l'économie canadienne. Elle s'est traduite de deux manières. Dans un premier temps, les grandes institutions financières ont profité d'assouplissements réglementaires leur facilitant l'accès au crédit des banques centrales canadienne et américaine. Ensuite, le gouvernement fédéral a créé le Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés (PAPHA), visant tout particulièrement les activités immobilières des banques.

Ce programme permettait à la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) d'acheter aux institutions financières des prêts hypothécaires bénéficiant de son « assurance-prêt », c'est-à-dire d'une protection contre les pertes qu'elle met à la disposition des prêteurs pour encourager l'accession à la propriété privée. Il était très avantageux pour les banques, puisqu'il leur proposait d'échanger leurs créances hypothécaires contre de l'argent neuf sans qu'elles n'aient à s'endetter pour se le procurer. Le PAPHA a ainsi été la plus populaire des deux mesures et les principaux acteurs du système financier canadien y ont puisé 69 milliards de dollars de fonds publics.

AIDER OU NUIRE?

Passons sur les contradictions que soulève le fait que des mesures d'une telle ampleur aient été l'œuvre d'un gouvernement qui, par ailleurs, prône l'austérité et la discipline budgétaire, pour nous poser la question suivante: ce soutien exceptionnel aux grandes banques a-t-il véritablement contribué à relancer

durablement l'économie canadienne? Rien n'est moins certain.

D'une part, il semble qu'avant d'investir dans l'économie, celles-ci aient cherché à tirer profit de leur situation avantageuse pour consolider leur position à l'échelle internationale. À ce titre, en quelques années, elles ont consacré près de 37,8 milliards de dollars à l'acquisition d'autres banques plus affaiblies par la crise.

D'autre part, l'un des secteurs d'activité bancaire qui, au même moment, a connu la plus forte expansion est celui des prêts hypothécaires. Il ne faut pas s'en surprendre, puisque le PAPHA visait justement à inciter les banques à contracter des hypothèques, plus précisément des prêts assurés par la SCHL, afin de les revendre par la suite à cette même institution. En incitant les banques à prêter davantage à des personnes désirant investir dans l'immobilier, ce programme a nourri une forte croissance du marché résidentiel qui a résulté en une hausse tout aussi importante de l'endettement des ménages. Cet endettement, qui a aujourd'hui atteint un niveau record, est d'autant plus préoccupant que la SCHL – et par extension, le gouvernement fédéral – en sont, en partie du moins, les assureurs de dernier recours. C'est donc dire qu'advenant un effondrement du marché immobilier qui serait provoqué soit par l'éclatement de cette bulle de l'endettement hypothécaire, soit par une dégradation de l'économie dans son ensemble, le gouvernement pourrait encore une fois être appelé à la rescousse. Il se trouverait ainsi à éponger des pertes que ses propres investissements dans la protection d'un système bancaire soi-disant solide ont contribué à créer. ●

L'auteur, professeur à l'École de travail social de l'UQAM, est membre du Collectif d'analyse de la financiarisation du capitalisme avancé (CAFCA)